

Pour l'enseignement professionnel  
> Ne lâchons rien!

### Sommaire

- Page 1 : Sauvons l'école ...  
Page 2 : pour défendre notre métier, adhérez au SNUEP-FSU dès aujourd'hui !  
Page 3 : recomposition syndicale  
Page 4 : et si nous parlions du bac pro 3 ans ?

**Du 13 au 20 octobre 2011**  
**Élections professionnelles**  
**dans l'Académie de Bordeaux**  
**Pour agir, votons pour le**

SNUEP - fsu

SNUEP-FSU DE L'ACADEMIE DE BORDEAUX 138 rue de Pessac 33000 BORDEAUX  
Tel : 06 72 00 53 39 E-mail : [snupebordeaux@hotmail.fr](mailto:snupebordeaux@hotmail.fr) Site Internet : [www.bordeaux.snupe.com](http://www.bordeaux.snupe.com)

SNUEP-FSU 40 Maison des syndicats 97 place de la caserne Bosquet 40000 Mt de Marsan  
Tel : 05 58 93 39 37 E-mail : [snupefsu40@orange.fr](mailto:snupefsu40@orange.fr) Site Internet : [www.landes.snupe.com](http://www.landes.snupe.com)

« Dins la tina de la Republica, preparatz lo vin de la Revolucion sociala ! » Jean Jaurès 1 mai 1905 à Marausan

é

d

i

t

o

## Sauvons l'école...

De nombreux collègues nous soutiennent dans notre action permanente contre l'apprentissage et nous le font savoir. Mais quelques-uns doutent en cette période où l'enseignement pro public est particulièrement menacé. Ne serait-ce pas préférable de l'accepter dans le Service public plutôt que de le laisser au privé ? Et puis, ne serait-ce pas un moyen de préserver ce qui peut encore l'être (des sections, des postes...)?

Chacun de ces quelques collègues savent que nous prenons le temps de discuter avec eux. La démocratie, c'est ça ! Nous leur faisons part que nous comprenons leurs inquiétudes et que nous continuerons à agir à leur côté quand leur CA, majoritaire, se prononce, par exemple, pour une ouverture de Section d'apprentissage.

Mais nous continuons à croire au bien fondé de notre résistance. En voici quelques raisons.

1- L'apprentissage n'ayant pas la capacité de créer des générations spontanées, l'objectif du Président et de son gouvernement de passer de 450000 à 950000 apprentis ne pourra se faire qu'au détriment de la formation initiale sous statut scolaire. Comme il y a aujourd'hui 700000 élèves en LP/SEP/EREA (la part de l'enseignement professionnel dans le public est passée de 40% à 31% en 20 ans...), doubler le nombre d'apprentis signifie la diminution de moitié du nombre d'élèves (ces termes ont leur importance). Or, la création des CET (Collèges d'enseignement technique) en 1959, avait un objectif totalement inverse ! Et pendant plusieurs dizaines d'années, le nombre d'apprentis s'est ainsi stabilisé autour de 250000/300000 ! Donc, vous voyez le danger !

2- Il faut toujours se méfier des idées qui semblent majoritaires et que l'on veut vous imposer à tout prix comme si c'était la panacée. Cela cache forcément quelque chose car que ce soit dans le public ou le privé, un apprenti reste un apprenti...et il n'est donc pas sous statut scolaire ! Pourquoi aujourd'hui, seul l'apprentissage aurait toutes les vertus pour former les jeunes alors que le Lycée professionnel (en formation initiale) aurait perdu toutes les siennes ? Et si tel était le cas, pourquoi percevoir davantage de primes pour former ces jeunes-là (patrons, chefs d'établissement...) que pour former les nôtres, puisque ce seraient les mêmes jeunes ? Et pourquoi, par ailleurs, les mêmes qui perçoivent ces primes ne mettraient-ils pas leurs gamins en apprentissage, tout au moins jusqu'au bac, puisque c'est une formation d'excellence ??? N'essaierait-on pas de nous bourrer le mou pour nous faire avaler la pilule ?

3- Mais le plus important pour nous, c'est l'Ecole. Quand on demande aux gamins des pays défavorisés s'ils préfèrent travailler dans les champs ou dans les usines plutôt que d'aller à l'école, ils répondent en chœur : « On préférerait aller à l'Ecole ! » C'est donc inadmissible que dans notre pays, qui se dit développé, on veuille s'orienter à tout prix vers moins d'Ecole et plus d'entreprise dès l'âge de...15 ans. En effet, le pré-apprentissage en DIMA (dispositif d'initiation aux métiers en alternance) est possible dès cet âge-là, sans salaire, pendant la moitié de l'année scolaire (18 semaines) !!! Le « pré-apprenti » garde le statut scolaire (sic) pour pouvoir percevoir les bourses et allocations familiales (merci patron)...On va bien nous répondre que pour certains c'est une « excellente chose » car l'Ecole ne les intéresse plus ! Possible, mais n'aurait-on pas raté quelque chose, quelque part ???

**Voilà pourquoi nous résistons.** Il nous paraît extrêmement important de pouvoir former des travailleurs mais aussi des citoyens, surtout en cette période où certains partis extrémistes sont en constante progression. Il est encore plus indispensable que ces gamins apprennent le français, les maths, l'histoire-géographie, la vie sociale et professionnelle, les techniques...afin qu'ils puissent affronter l'avenir dans les meilleures conditions. Et qui peut mieux résister à cela qu'un syndicat spécifique à l'Education nationale et à l'enseignement professionnel comme le SNUEP-FSU !

votez SNUEP - fsu

Voter est un acte syndical avec des implications politiques.

**Du 13 au 20 octobre 2011, votez pour nos délégué(e)s du SNUEP-FSU afin de défendre notre métier dans le service public !**

## **POUR DEFENDRE NOTRE METIER, ADHEREZ AU SNUEP-FSU DES AUJOURD'HUI !**

Les « réformes » successives qui touchent l'enseignement professionnel public en formation initiale n'ont qu'un seul but : diminuer la part de cet enseignement dans le paysage éducatif français ! Après la généralisation du Bac pro 3 ans, la généralisation du CCF, la priorité donnée à l'apprentissage, voilà que s'annonce le transfert de cet enseignement aux Régions dont on sait qu'elles ont pour habitude de ne pas vouloir concurrencer les formations par apprentissage qu'elles gèrent déjà !

L'enseignement professionnel public en formation initiale est une spécificité française dont tous les acteurs peuvent être fiers d'y œuvrer. Combien de millions de jeunes avons-nous formés et que l'on retrouve aujourd'hui dans des secteurs indispensables au développement de l'économie française ? Si les pouvoirs publics s'acharnent donc avec autant d'insistance à vouloir en réduire l'influence voire à le faire disparaître, c'est parce qu'il dérange dans une société libérale où le travailleur se doit de moins en moins être un citoyen ! Les élèves que nous recevons ne doivent plus être perçus comme des jeunes en formation mais comme de la main d'œuvre que l'on doit former au plus bas coût possible ! Et par voie de conséquence, leurs enseignants sont de moins en moins considérés et c'est pourquoi nous ressentons de plus en plus chez eux une envie forte de ne plus continuer à exercer ce métier. Il n'est pas innocent que c'est le moment choisi par l'Etat pour multiplier les entretiens d'évolution de carrière afin d'en « encourager » certains à changer de métier !!! L'Ecole est gérée désormais comme une entreprise et le privé ne se prive plus pour suppléer les carences de l'Etat en ce domaine !

Mais rien n'est jamais inéluctable si nous choisissons ensemble la voie de la Résistance à cette mort programmée de l'enseignement professionnel public et laïque. Au **SNUEP-FSU**, nos mandats sont clairs. Ils viennent d'être réaffirmés au Congrès de Chatenay-Malabry : « Pour nous, l'éducation et la formation sont des leviers essentiels pour construire une société plus juste. Elles doivent être au cœur du pacte républicain en développant égalité et fraternité indispensables à l'exercice de la liberté pour tou-tes les citoyen-nes. L'école publique et laïque est la seule susceptible de remplir cette mission en tentant de contrecarrer réellement les inégalités et les déterminismes sociaux. »

Aujourd'hui, seul un **SNUEP-FSU** fort pourra contrecarrer les « réformes » dévastatrices qui touchent de plein fouet l'enseignement professionnel en France. Le **SNUEP-FSU** n'a jamais cautionné et ne cautionnera jamais la destruction du Service public d'éducation, les suppressions de sections et de postes, la disparition de l'ASH, la précarité, la stagnation des salaires, l'avancement au mérite, la remise en cause du paritarisme, l'allongement de la durée du travail...en fait tout ces acquis sociaux gagnés de haute lutte par nos Anciens ! Le syndicalisme doit rester le fer de lance des luttes et des revendications. Avec le **SNUEP-FSU** dans l'éducation, vous savez que vous pouvez nous faire confiance parce que nous n'avons jamais trahi les mandats que vous nous avez donnés à défendre, dans l'intérêt de notre métier, de nos élèves et de nos établissements !

Adhérer au **SNUEP-FSU**, c'est avoir la garantie d'être défendus individuellement et collectivement avec acharnement, sans compromis ni compromission !

**Rassembler, écouter, proposer, agir**

## RECOMPOSITION SYNDICALE

Quelques semaines après la rentrée, les élections professionnelles seront un moment fort de notre vie syndicale. Nous vous rappelons qu'elles se dérouleront du 13 au 20 octobre 2011 pour l'éducation nationale. **L'ensemble des personnels de la fonction publique, titulaires, stagiaires et contractuels voteront en même temps** pour renouveler leurs représentants dans toutes les instances de concertation. Les comités techniques ministériels, les comités techniques de proximité, les commissions paritaires nationales et locales, administratives (CAP) et consultatives (CCP, pour les non titulaires) sont concernés. L'Education nationale a fait le choix du vote électronique par internet et c'est là que pour nous le bât blesse puisque cela peut entraîner des risques d'abstention des collègues. C'est un moyen pour affaiblir l'implication directe des syndicats dans ces élections ! **Cependant, soyez-sûrs que cela ne nous détournera pas de notre volonté d'agir pour obtenir le maximum de représentativité de notre syndicat, le SNUEP, et de notre Fédération, la FSU !**

**C'est dans ce contexte que nous sommes satisfaits du rapprochement en cours avec les militants d'Action et Démocratie de l'Académie de Bordeaux.** Il est essentiel pour l'avenir du corps des PLP que les forces vives se regroupent autour des mêmes mandats. La multiplicité des syndicats dans l'enseignement professionnel (12 aux dernières élections...) n'était pas de nature à favoriser la défense de notre corps et de nos établissements. Aujourd'hui les lignes bougent et nous ne pouvons que nous en réjouir dans la perspective des durs combats à mener dans les semaines et les mois à venir.

D'ores et déjà, il est essentiel d'adhérer au **SNUEP-FSU**, syndicat spécifique de l'enseignement professionnel au sein de la Fédération majoritaire de l'Education nationale. Dans une société où les acquis sociaux sont en constante régression, où le libéralisme favorise de plus en plus l'enseignement privé et patronal, ou les enseignants du Service public sont de plus en plus déconsidérés, il est fondamental de se regrouper dans une Fédération forte qui a toujours montré sa volonté revendicatrice en prenant sans cesse des initiatives pour défendre l'Ecole et promouvoir le Service public !

**Mobilisons-nous dès aujourd'hui pour que du 13 au 20 octobre 2011, un vote massif se dégage pour la FSU et le SNUEP-FSU !**

> Octobre 2011  
je vote



**UN SYNDICAT ENGAGÉ, COMBATIF  
ET DETERMINÉ POUR TOUS :**  
POUR DÉFENDRE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL  
PUBLIC ET LAÏQUE AUX  
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2011

**JE VOTE SNUEP-FSU**  
*je me syndique au snuep-fsu*

Pour l'enseignement professionnel  
> **Ne lâchons rien !**

> Octobre 2011  
je vote



Pour l'académie de  
Bordeaux :  
Secrétaire du snuep-fsu  
Nasr LAKHSASSI  
Téléphone : 06 72 00 53 39  
E mail : [snuepbordeaux@hotmail.fr](mailto:snuepbordeaux@hotmail.fr)

Trésorier  
J Bernard Coussirat-Bourg  
Téléphone : 05 58 933 937  
E mail : [snuepfsu40@orange.fr](mailto:snuepfsu40@orange.fr)

**Rassembler, écouter, proposer, agir**

## ET SI NOUS PARLIONS DU BAC PRO 3 ANS ?

La généralisation du Bac pro 3 à la rentrée 2008 dans certaines académies et 2009 sur l'ensemble du territoire a déjà entraîné plusieurs centaines de suppressions de postes :

- « La suppression de 67 postes dans les lycées professionnels est la conséquence directe de la mise en place du baccalauréat 3 ans. Le **SNUEP-FSU**, conscient dès le départ des conséquences désastreuses de cette "réforme" s'y est opposé. Dès le départ aussi nous avons prévu cette vague de suppressions de postes après la fin de la coexistence des BEP, BAC deux ans et BAC trois ans le fameux "bourrelet". Cette politique de suppressions ne fait que commencer à la rentrée 2011-2012 et se poursuivra encore plus dure à la rentrée suivante. » **SNUEP/La Réunion** (février 2011)

- « Pour l'académie de Nancy-Metz, 524 postes d'enseignants - dont 150 dans les Lycées généraux et 235 dans les Lycées Professionnels - disparaîtront dans le second degré en Lorraine ! En tout, 822 postes seront supprimés dans l'Éducation Nationale dans notre Région. Les Collèges et les Lycées Professionnels devront prioritairement supporter les suppressions de postes, le ministère ayant la volonté de ne pas supprimer de poste au lycée pour ne pas alimenter la contestation de la réforme en cours. Mais c'est pourtant au Collège et au Lycée Professionnel que l'augmentation du nombre d'élèves est attendue. » **SNUEP/Nancy-Metz** (janvier 2011) Et même chose dans les académies de Rouen, Versailles, Créteil, Lille...

A cela s'ajoute la forte diminution des moyens : « Le **SNUEP-FSU** Créteil a pris connaissance casse du Service Public d'Éducation et organise la destruction et l'abandon de l'enseignement professionnel. Le Rectorat prévoit 236 élèves en plus à la rentrée 2011, mais il diminue de plus de 800 heures les dotations des établissements. Trouvant que la voie professionnelle est encore « trop bien lotie », le **Rectorat réitère le non-respect de la loi** en amputant les dotations horaires 2011-2012 de plusieurs milliers d'heures par rapport à la dotation due selon les grilles horaires de Bac Pro 3 ans. Ainsi, dans les filières tertiaires plus de 5 heures hebdomadaires sont confisquées à chaque classe... »

Dans l'Académie de Bordeaux, l'annus horibilis sera l'année 2012 puisqu'avec le dégonflement de la « bulle », on s'attend à 200/300 suppressions de postes dans nos établissements d'enseignement professionnel. **C'est peu de dire que nous devons donc tous nous mobiliser dès la rentrée prochaine !**

Mais tout aussi grave, c'est que cette « réforme » a aussi des conséquences sur la scolarité de nos élèves. Voilà ce qu'écrivait en avril 2011, le Centre de Recherche en éducation de Nantes : « Au départ, explique C. Daverne, « dans les deux établissements, un consensus existe sur le fait que le BEP n'a plus de valeur sur le marché du travail, mais un doute demeure sur la capacité du BP3 à offrir aux jeunes un véritable accès aux emplois : les enseignants craignent non seulement des effets pervers comme l'abaissement du niveau qui le rendrait moins attractif pour les entreprises, mais aussi une évolution de la demande de qualifications qui irait vers une recomposition des disciplines et des compétences acquises. Tous s'inquiètent de l'avenir des élèves en grande difficulté et s'interrogent sur la pertinence du raccourcissement de la durée de la formation car « les élèves sont les mêmes, il ne faut pas rêver. Donc s'ils avaient besoin de quatre ans avant pour arriver au bac pro, pourquoi est-ce que là tout d'un coup, ils auraient besoin de trois ans, c'est aberrant ». A l'arrivée, elle dessine un tableau désenchanté. « La mise en place du BP3 encourage initialement les enseignants à être créatifs dans les cadres donnés. Leur mobilisation rejaillit alors sur les élèves... Toutefois, au fil du temps, un désenchantement transparait. Confrontés à l'absentéisme et aux incivilités de certains élèves, les enseignants se sentent délaissés par les corps d'inspection, s'installent à nouveau dans un travail routinier et déplorent la déperdition engendrée par la réforme du BP3. Quant aux élèves, ils se répartissent finalement en trois groupes : les démissionnaires (qui sont soit réorientés, soit déscolarisés), les moyens (dont la réussite en BP3 demeure très incertaine) et enfin les motivés (qui semblent réellement tirer profit du BP3). Tous témoignent de la difficulté à suivre le rythme dense de la formation et à répondre aux exigences scolaires ». **Le Café pédagogique** (15 avril 2011)

**Le SNUEP-FSU a dès le début lutté contre cette « rénovation ». Il en connaissait toutes les conséquences néfastes sur l'avenir de nos élèves, de nos postes et de l'enseignement professionnel. Il est fort critiquable que deux syndicats d'enseignants, s'associant à deux syndicats de chefs d'établissement, l'aient approuvée sans sourciller ! Aujourd'hui, plus personne de censée n'ose la soutenir !**  
**Il est encore temps de réagir tous ensemble pour inverser la tendance.**  
**Le SNUEP-FSU y est prêt !**

**Rassembler, écouter, proposer, agir**